

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2013/29579]

**10 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions  
pour les services d'aide et d'intervention éducative**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 47, remplacé par le décret de la Communauté française du 29 novembre 2012;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié;

Vu l'avis n° 123 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 11 mars 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donnés les 3 et 9 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2013;

Vu l'avis 53.810/2/V du Conseil d'Etat, donné le 11 septembre 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse,

Après délibération,

Arrête :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.** Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'aide et d'intervention éducative visés aux articles 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup>, et 43, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont fixées par le présent arrêté.

**TITRE II. — Les missions****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le service d'aide et d'intervention éducative, ci-après dénommé « le service », a pour mission principale d'apporter aux personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, une aide éducative dans leur milieu familial de vie, y compris en assurant le relais d'une réinsertion familiale organisée par un autre service agréé, et d'apporter une aide en logement autonome aux jeunes visés à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du décret précité.

§ 2. Outre la mission principale visée au § 1<sup>er</sup>, le service peut organiser des missions accessoires, telles que définies au Titre II, Chapitre 3, et qui consistent à :

1<sup>o</sup> assurer une mission « post IPPJ » pour les jeunes qui font l'objet d'une mesure de placement dans une institution publique de protection de la jeunesse ou dans le centre visé par la loi du 1<sup>er</sup> mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction;

2<sup>o</sup> assurer une mission de « Relance » dans des situations qui concernent les personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse dans lesquelles tant le jeune que sa famille restent en situation de grande difficulté ou de danger nonobstant des interventions antérieures mises en œuvre dans le cadre du décret précité;

3<sup>o</sup> assurer une « mission d'intervention intensive en famille » dans des situations qui concernent les personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse dans lesquelles la prise en charge d'enfants de 0 à 6 ans en situation de négligence grave, potentielle ou avérée, ou encore de maltraitance, s'avère nécessaire. Cette mission d'intervention intensive peut aussi être exercée dans le cadre d'une situation d'urgence.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le service travaille sur la base d'un mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, dans le cadre de l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, ou de l'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse.

Le mandat précise le nom du jeune, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée.

Le service intervient à tout moment selon les modalités fixées par l'instance de décision.

Le service fait rapport selon des modalités qui varient selon chacune des missions visées à l'article 2. L'instance de décision peut en tout temps demander un rapport complémentaire.

Lorsque le service est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de protection judiciaire si celui-ci est en charge de la situation visée.

§ 2. Le projet pédagogique du service détermine le nombre de mandats que le service peut assumer simultanément, par type de missions visées à l'article 2.

§ 3. Les taux de prise en charge indiqués à l'article 25, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse font l'objet, au sein des services visés par le présent arrêté, d'un calcul distinct en fonction des missions visées à l'article 2.

**Art. 4.** Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, pour chacune des missions visées à l'article 2, il faut entendre le nombre moyen de situations pouvant être traitées simultanément par le service. Le nombre de situations effectives est déterminé par les mandats confiés au service. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat ou de la demande visée à l'article 12, § 3.

CHAPITRE 2. — *Mission principale*

**Art. 5.** L'aide éducative visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup> vise toute forme d'aide ou d'action éducative permettant d'améliorer les conditions d'éducation des jeunes quand elles sont compromises soit par le comportement du jeune lui-même, soit par les difficultés rencontrées dans l'exécution de leurs obligations par les personnes qui assument en droit ou en fait l'hébergement du jeune.

**Art. 6.** Lorsque deux ou trois jeunes ayant la même résidence et issus d'une même fratrie bénéficient en même temps de l'aide, l'instance de décision ne décerne qu'un seul mandat. Elle décerne deux mandats si l'aide apportée dans les mêmes conditions précitées concerne quatre à six jeunes. Un troisième mandat peut être décerné si plus de six jeunes bénéficient de cette aide.

**Art. 7.** La durée du mandat est au maximum de six mois. Sur décision motivée, l'instance de décision peut renouveler le mandat.

**Art. 8.** Le service adresse au minimum un premier rapport à l'instance de décision dans les deux mois qui suivent la date du mandat, et un autre avant l'échéance du mandat.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est accordée au service sur la base des normes suivantes :

a) pour 13 situations :

1° 2,5 éducateurs;

2° 0,5 psycho-social;

3° 0,5 administratif;

4° 0,5 technique;

5° 1 directeur barème A si le service est le seul projet pédagogique agréé relevant du pouvoir organisateur ou si plusieurs services agréés relèvent du même pouvoir organisateur, 1 coordinateur barème A ou, s'il échet, un membre du personnel de direction supplémentaire visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, c), de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative;

b) au-delà de 13 situations :

1° 0,5 éducateur pour 2 situations y inclus, dans le cas de 26 situations, 1 chef-éducateur parmi les éducateurs;

2° 0,25 psycho-social pour 6 situations;

3° 0,25 administratif pour 6 situations;

4° 0,5 technique pour 12 situations;

c) en-deçà de 13 situations : les normes prévues au a) sont appliquées de manière proportionnelle en vertu des règles visées à l'article 44ter de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visées à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

§ 2. - La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé au § 1<sup>er</sup> est accordée au service sur la base des normes suivantes :

a) jusqu'à 12 situations : 1.400,60 EUR indexables par situation visée;

b) au-delà de 12 situations : 991,57 EUR indexables par situation visée.

§ 3. - A dater du 1<sup>er</sup> janvier 2012, les services dont les normes d'encadrement sont renforcées à concurrence de 0,5 éducateur classe 1 assurent trois situations supplémentaires, sans modification des normes relatives au personnel psycho-social, administratif et technique. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement est, dans ce cas, majorée de 1983 euros indexables si le service est agréé pour 12 situations au moins.

CHAPITRE 3. — *Missions accessoires*Section 1<sup>re</sup>. — *Mission POST IPPJ*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. - La mission « post IPPJ » consiste à préparer et à assurer un accompagnement éducatif des jeunes visés à l'article 2, § 2, 1°, à la fin de la mesure de placement dans le cadre d'une réintégration familiale ou de l'orientation vers un logement autonome ou vers un autre service extérieur.

L'objectif est de limiter la durée des placements en I.P.P.J. pour des jeunes dont la prise en charge en I.P.P.J. n'est plus nécessaire ou n'est plus adéquate. La mesure vise également à améliorer les possibilités d'orientation des jeunes placés dans une I.P.P.J. ou au centre fédéral fermé et à leur proposer des solutions extra muros individualisées.

§ 2. L'instance de décision décerne un mandat par jeune.

§ 3. La durée du mandat est de six mois, renouvelable une fois.

§ 4. Le service peut être mandaté alors que le jeune fait toujours l'objet d'une mesure de placement. Toutefois, dans ce cas, la durée de ce double mandat ne peut excéder un mois.

**Art. 11.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est accordée au service sur la base d'un éducateur pour trois situations.

La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'alinéa précédent est accordée au service à raison de 1.400,60 EUR indexables par situation visée.

*Section 2. — Mission de relance*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. La mission de « Relance » vise à remobiliser et relancer, dans une dynamique de changement, les personnes visées à l'article 2, § 2, 2<sup>o</sup>, qui se trouvent en situation de crise, par une intervention inconditionnelle, rapide et brève du service. Cette intervention se réalise dans ou en dehors du milieu de vie du jeune.

Seuls l'absence de prises en charge disponibles ou le non respect de la zone géographique d'intervention visée par le projet pédagogique peuvent constituer des motifs de refus d'intervention. Ce caractère inconditionnel de l'intervention nécessite une collaboration soutenue avec l'instance de décision.

La réponse au mandant quant à la possibilité de prise en charge est donnée le jour de la demande. L'intervention débute dans les deux heures à compter du moment où le service est en possession du mandat.

L'intervention est d'une durée maximum d'un mois non renouvelable.

§ 2. Le nombre minimum de situations visées par le projet pédagogique est de quatre. Pour assurer ce minimum, le service peut réduire le nombre de situations visées à l'article 9. Dans ce cas, la réduction est inscrite dans le projet pédagogique du service. L'instance de décision décerne un mandat par jeune.

§ 3. Le service peut prendre en charge des personnes visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sur demande motivée du Procureur du Roi, pour autant que cette prise en charge soit confirmée par un mandat d'une instance de décision visée à l'article 2, § 2, 2<sup>o</sup>, dans le respect des dispositions fixées à l'article 7 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

La prise en charge visée ne peut dépasser quarante-huit heures, sauf à être confirmée par un mandat visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

§ 4. Un rapport est adressé à l'instance de décision au plus tard le jour qui précède la fin du mandat. Lorsque l'échéance du mandat est un samedi, un dimanche ou un jour férié, la remise du rapport est avancée au jour ouvrable précédent.

Le rapport aborde le contexte de la demande, les objectifs de travail, une analyse de la situation, un bilan des démarches ou des actions menées et, le cas échéant, les perspectives pour le jeune.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est accordée au service sur la base de 0,67 éducateur et 0,33 psycho-social pour deux situations.

§ 2. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, est accordée au service à raison de 1.500 EUR indexables par situation visée.

*Section 3. — Mission d'intervention intensive en famille*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. La mission consiste en une intervention intensive au sein de la famille ou du milieu familial de vie du jeune permettant d'améliorer les conditions d'éducation et de soin des enfants visés à l'article 2, § 2, 3<sup>o</sup>, quand celles-ci sont compromises par le comportement de ses parents ou des personnes qui assument en droit ou en fait l'hébergement de l'enfant.

L'intervention prend en compte l'ensemble de la problématique familiale et vise à offrir :

- une alternative aux placements tout en tenant compte de la situation de négligence ou de maltraitance de l'enfant;
- un relais lorsqu'aucun autre service n'est en mesure d'apporter l'aide adéquate;
- une prise en charge d'urgence, le cas échéant.

§ 2. Le service assure simultanément 6 prises en charge minimum dont une au moins est réservée à une prise en charge relative à une situation d'urgence.

L'instance de décision décerne un mandat par jeune.

§ 3. La durée de la prise en charge est de 3 mois, renouvelable une fois, sauf pour les mandats relatifs à des situations d'urgence dont la durée est limitée à 15 jours sans possibilité de renouvellement.

§ 4. Le mandant motive l'intensité de l'intervention qui est de 5 heures minimum par semaine, et de 3 heures minimum par semaine au cours du dernier mois d'intervention. Lorsque le service est mandaté pour plusieurs enfants ayant la même résidence, l'intensité de l'intervention doit s'entendre par famille et non par jeune.

§ 5. Pour les mandats de 3 mois, renouvelables une fois, le service adresse mensuellement à l'instance de décision un rapport. Un rapport de clôture est adressé au plus tard le jour ouvrable qui précède l'échéance du mandat.

Pour les mandats de 15 jours, le service adresse à l'instance de décision un rapport au minimum quatre heures avant le rendez-vous de clôture de la prise en charge chez le mandant.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est accordée au service sur la base de :

a) pour 12 situations. La subvention provisionnelle varie selon que la mission est organisée par une antenne du service ou non. Une antenne agréée d'un service est constituée par une unité décentralisée.

Si la mission est organisée par une antenne :

- 1 titulaire d'un master (ou licencié) ou 1 directeur pédagogique barème A;
- 3 assistants sociaux ou auxiliaires sociaux ou assistants en psychologie ou éducateurs dont maximum un est détenteur d'un diplôme de puériculture;
- 0,5 rédacteur.

Si la mission n'est pas organisée par une antenne :

- 1 titulaire d'un master (ou licencié);
- 3 assistants sociaux ou auxiliaires sociaux ou assistants en psychologie ou éducateurs dont maximum un est détenteur d'un diplôme de puériculture avec faculté de désigner un chef-éducateur;
- 0,25 rédacteur.

b) pour 6 situations :

- 0,5 titulaire d'un master (ou licencié);
- 1,5 assistants sociaux ou auxiliaires sociaux ou assistants en psychologie ou éducateurs dont maximum un est détenteur d'un diplôme de puériculture.

§ 2. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup> est accordée au service à raison de 1.617 EUR indexables par situation visée.

### TITRE III. — *Dispositions financières générales*

**Art. 16.** Pour la justification de la subvention annuelle provisionnelle du service, seules les fonctions suivantes sont prises en considération dans les catégories de personnel reprises à l'annexe 3 de l'arrêté visé à l'article 9, 1<sup>er</sup> :

- A. Personnel éducateur : toutes les fonctions;
- B. Personnel psycho-social : assistant social ou auxiliaire social ou assistant en psychologie ou les masters ou licenciés possédant une des licences mentionnées à l'annexe 3 précitée, hormis la licence en droit;
- C. Personnel administratif : toutes les fonctions administratives;
- D. Personnel de direction : directeur avec le barème A ou coordinateur barème A ou directeur pédagogique barème A;
- E. Personnel technique : personnel technique.

### TITRE IV. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'aide et d'intervention éducative est abrogé.

Les services qui étaient agréés et subventionnés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sur la base de l'arrêté précité, conservent les normes qui y étaient prévues, avec la modification suivante :

- a) la capacité des services pour 12 à 17 situations augmente d'une unité;
- b) la capacité des services agréés pour 18 situations et plus augmente de deux unités.

§ 2. Les services dont la capacité était inférieure à 12 situations au 1<sup>er</sup> janvier 2012 conservent le cadre issu de l'application des normes visées à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, et de l'article 44<sup>ter</sup> de l'arrêté visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, sans préjudice, le cas échéant, de l'emploi d'éducateur (classe 1) mi-temps supplémentaire et de la majoration concomitante de la subvention de fonctionnement visés à l'article 9, § 3.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Art. 19.** Le ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 10 octobre 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE  
La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTBROECK

—————  
VERTALING

### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2013/29579]

#### **10 OKTOBER 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de dienst voor hulpverlening en educatief optreden**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, artikel 47, vervangen bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 november 2012;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies nr. 123 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 11 maart 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 en 9 juli 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 juli 2013;

Gelet op het advies 53.810/2/V van de Raad van State, gegeven op 11 september 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1<sup>o</sup> van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

:

#### **TITEL I. — Toepassingsgebied**

**Artikel 1.** De bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor hulpverlening en educatief optreden bedoeld bij de artikelen 1, 14<sup>o</sup>, en 43, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, worden bij dit besluit bepaald.

**TITEL II. — Opdrachten****HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Art. 2. § 1.** De dienst voor hulpverlening en educatief optreden, hierna "de dienst" genoemd, heeft als hoofdopdracht aan de personen bedoeld bij artikel 1, 1° tot 4°, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd hulp te verlenen in hun familiale leefomgeving, met inbegrip van het bijdragen tot een wederinschakeling in het gezin ingericht door een andere erkende dienst, en een bijstand inzake autonome huisvesting aan de jongeren bedoeld bij artikel 1, 1° en 2° van het voornoemde decreet.

§ 2. Naast de hoofdopdracht bedoeld bij § 1 kan de dienst aanvullende opdrachten inrichten, zoals bepaald bij Titel II, Hoofdstuk 3, en die bestaan uit :

1° het zorgen voor een "post IPPJ"-opdracht (opdracht na het vertrek uit de overheidsinstelling voor jeugdbescherming) voor de jongeren die het voorwerp uitmaken van een plaatsingsmaatregel in een overheidsinstelling voor jeugdbescherming of in het centrum bedoeld bij de wet van 1 maart 2002 betreffende de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd;

2° het zorgen voor een heroplevingsopdracht in de situaties die de personen betreffen bedoeld bij artikel 1, 1° tot 4°, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd waarbij zowel de jongere als zijn gezin in een toestand van grote moeilijkheid of gevaar blijven niettegenstaande het vorige optreden in het kader van het voornoemde decreet;

3° het zorgen voor een opdracht van intensief optreden in het gezin voor de situaties die betrekking hebben op de personen bedoeld bij artikel 1, 1° tot 4°, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd waarbij de opvang van kinderen van 0 tot 6 jaar die zich in situaties van potentiële of bewezen ernstige nalatigheid, of verder nog slechte behandeling, bevinden, mogelijk wordt gemaakt. Deze opdracht van intensief optreden kan ook uitgeoefend worden in het kader van een dringende toestand.

**Art. 3. § 1.** De dienst werkt op basis van een mandaat van een beslissingsinstantie die de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd is of de directeur voor hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank, in het kader van de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, of de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, of de ordonnantie van 29 april 2004 betreffende de hulp aan de jeugd.

Het mandaat specificeert de naam van de jongere, de nagestreefde doelstellingen, de redenen en de duur ervan.

De dienst treedt elk moment op volgens de nadere regels bepaald door de beslissingsinstantie.

De dienst brengt verslag uit volgens de nadere regels die verschillen in functie van elk van de opdrachten bedoeld bij artikel 2. De beslissingsinstantie kan te allen tijde een aanvullend verslag aanvragen.

Wanneer de dienst een mandaat van de jeugdrechtbank krijgt, zendt hij een afschrift van de verslagen aan de dienst voor gerechtelijke bescherming indien deze laatste belast wordt met de bedoelde situatie.

§ 2. Het pedagogische project van de dienst bepaalt het aantal mandaten dat de dienst op zich simultaan kan nemen, per type opdrachten bedoeld bij artikel 2.

§ 3. De cijfers van de opgenomen jongeren vermeld bij artikel 25, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, maken het voorwerp uit, binnen de diensten bedoeld bij dit besluit, van een aparte berekening in functie van de opdrachten bedoeld bij artikel 2.

**Art. 4.** Voor de toepassing van dit besluit, onder aantal situaties bedoeld bij het pedagogische project, voor elke opdracht bedoeld bij artikel 2, moet verstaan worden het gemiddelde aantal situaties die gelijktijdig door de dienst behandeld kunnen worden. Het aantal effectieve toestanden wordt bepaald door de mandaten die aan de dienst worden toevertrouwd. De aanvang van de opvang van de jongere stemt overeen met de datum van het mandaat of van de aanvraag bedoeld bij artikel 12, § 3.

**HOOFDSTUK 2. — Hoofdopdracht**

**Art. 5.** De opvoedkundige hulpverlening bedoeld bij artikel 2, § 1, beoogt elke vorm van opvoedkundige hulpverlening of actie die toelaat de opvoedingsvoorwaarden van de jongeren te verbeteren wanneer deze voorwaarden in het gedrang worden gebracht ofwel door het gedrag van de jongere zelf, ofwel door de moeilijkheden beleefd bij de uitvoering van hun verplichtingen door de personen die in rechte of in feite voor de huisvesting van de jongere zorgen.

**Art. 6.** Wanneer twee of drie jongeren die dezelfde woonplaats hebben en uit een zelfde broederschap voortkomen tezelfdertijd de hulp genieten, brengt de beslissingsinstantie maar één mandaat uit. Ze brengt twee mandaten uit indien de toegediende hulp onder dezelfde voornoemde voorwaarden vier tot zes jongeren betreft. Een derde mandaat kan gegeven worden indien meer dan zes jongeren deze hulp genieten.

**Art. 7.** De duur van het mandaat bedraagt maximum zes maanden. Op met redenen omklede beslissing, kan de beslissingsinstantie het mandaat vernieuwen.

**Art. 8.** De dienst stuurt een eerste verslag aan de beslissingsinstantie binnen de twee maanden die volgen op de datum van het mandaat, en een ander vóór het eind van het mandaat.

**Art. 9.** § 1. De provisionele jaarlijkse toelage om personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen :

a) voor 13 situaties :

1° 2,5 opvoeders;

2° 0,5 psycho-sociaal personeelslid;

3° 0,5 administratief personeelslid;

4° 0,5 technisch personeelslid;

5° 1 barema A directeur indien de dienst het enige erkende pedagogische project is dat onder de inrichtende macht ressorteert of indien meerdere erkende diensten onder dezelfde inrichtende macht ressorteren, 1 barema A coördinator of, desgevallend, een aanvullend lid van het directiepersoneel bedoeld bij artikel 7, § 1, c), van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor de opvang en opvoedkundige hulpverlening;

b) voor meer dan 13 situaties :

1° 0,5 opvoeder voor 2 situaties met inbegrip, in het geval van 26 situaties, van 1 hoofdopvoeder voor de opvoeders;

2° 0,25 psycho-sociaal voor 6 situaties;

3° 0,25 administratief voor 6 situaties;

4° 0,5 technisch voor 12 situaties;

c) voor minder dan 13 situaties : de normen bepaald bij a) worden proportioneel toegepast krachtens de regels bedoeld bij artikel 44ter van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

§ 2. De provisionele jaarlijkse toelage om werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit bedoeld bij § 1 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen :

a) tot 12 situaties : 1.400,60 euro, indexeerbaar, per bedoelde situatie;

b) voor meer dan 12 situaties : 991,57 euro, indexeerbaar, per bedoelde situatie.

§ 3. Vanaf 1 januari 2012, zullen de diensten waarvan de begeleidingsnormen verstevigd worden ten belope van 0,5 opvoeder klasse 1 voor drie bijkomende situaties instaan, zonder wijziging van de normen betreffende het psycho-sociaal, administratief en technisch personeel. De provisionele jaarlijkse toelage om werkingskosten is, in dat geval, vermeerderd met 1983 euro, indexeerbaar, indien de dienst voor minstens 12 situaties erkend wordt.

### HOOFDSTUK 3. — Aanvullende opdrachten

*Afdeling 1.* — “Post IPPJ”-opdrachten (opdrachten na het vertrek uit een overheidsinstelling voor jeugdbescherming)

**Art. 10.** § 1. De “post IPPJ”-opdracht bestaat uit het voorbereiden van een opvoedkundige begeleiding, en het zorgen ervoor, bedoeld bij artikel 2, § 2, 1°, op het einde van de plaatsingsmaatregel in het kader van een wederinschakeling in het gezin of het verwijzen naar een autonome huisvesting of naar een andere externe dienst.

Het doel is de duur van de plaatsingen in IPPJ's te beperken voor jongeren van wie de opvang in een IPPJ niet meer noodzakelijk of niet meer aangepast is. De maatregel beoogt tevens een verbetering van de verwijzingsmogelijkheden van de jongeren geplaatst in een IPPJ of een gesloten federaal centrum en hun extra muros geïndividualiseerde oplossingen voor te stellen.

§ 2. De beslissingsinstantie kent een mandaat per jongere toe.

§ 3. De duur van het mandaat bedraagt zes maanden, één keer vernieuwbaar.

§ 4. De dienst kan een mandaat krijgen alhoewel de jongere nog steeds het voorwerp uitmaakt van een plaatsingsmaatregel. In dat geval, nochtans, kan de duur van dit dubbele mandaat niet één maand overschrijden.

**Art. 11.** De provisionele jaarlijkse subsidie om personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt aan de dienst toegekend op basis van één opvoeder voor drie situaties.

De provisionele jaarlijkse subsidie om werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit bedoeld bij het vorige lid wordt aan de dienst toegekend naar rata van 1.400,60 indexeerbaar euro per beoogde situatie.

### *Afdeling 2.* — Heroplevingsopdracht

**Art. 12.** § 1. De heroplevingsopdracht heeft tot doel de personen bedoeld bij artikel 2, § 2, 2° opnieuw te mobiliseren en te doen heropleven met een wijziging in geest, die in zich in een crisistoestand bevinden, door een voorwaardeloos, snel en kort optreden van de dienst. Dit optreden geschiedt binnen of buiten de leefomgeving van de jongere.

Het optreden kan enkel geweigerd worden als er geen beschikbare opvang bestaat of indien de geografische zone voor het optreden bedoeld bij het pedagogische project niet in aanmerking wordt genomen. De onvoorwaardelijkheid van het optreden vergt een onophoudende medewerking met de beslissingsinstantie.

Het antwoord aan de aanvrager over de mogelijkheid om opvang wordt op de dag van de aanvraag gegeven. Het optreden begint binnen de twee uren vanaf het ogenblik dat de dienst in het bezit wordt gesteld van het mandaat.

Het optreden bedraagt maximum één maand en is niet vernieuwbaar.

§ 2. Het minimale aantal situaties bedoeld bij het pedagogische project is vier. Om voor dit minimum te zorgen kan de dienst het aantal situaties bedoeld bij artikel 9 beperken. In dat geval wordt de beperking in het pedagogische project van de dienst ingeschreven. De beslissingsinstantie kent een mandaat per jongere toe.

§ 3. De dienst kan personen opvangen bedoeld bij artikel 2, § 1, op met redenen omklede aanvraag van de Procureur des Konings, voor zover deze opvang bevestigd wordt door een mandaat van een beslissingsinstantie bedoeld bij artikel 2, § 2, 2°, met inachtneming van de bepalingen vastgelegd bij artikel 7 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening.

De bedoelde opvang kan niet 48 uur overschrijden, behoudens bevestiging door een mandaat bedoeld bij artikel 3, § 1.

§ 4. Een verslag wordt aan de beslissingsinstantie gestuurd ten laatste de dag vòòr het einde van het mandaat. Wanneer het mandaat op een zaterdag, een zondag of een feestdag tot zijn einde komt, wordt de indiening van het verslag op de vorige werkdag bepaald.

Het verslag vermeldt de context van de aanvraag, de doeleinden van het werk, een analyse van de situatie, een balans van de ondernomen stappen of acties en, desgevallend, de vooruitzichten voor de jongere.

**Art. 13.** § 1. De provisionele jaarlijkse subsidie om personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt aan de dienst toegekend op basis van 0,67 opvoeder en 0,33 psycho-sociaal voor twee situaties.

De provisionele jaarlijkse subsidie om werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit bedoeld bij het vorige lid wordt aan de dienst toegekend naar rata van 1.500 euro, indexeerbaar, per beoogde situatie.

### *Afdeling 3. — Opdracht van intensief optreden in het gezin*

**Art. 14.** § 1. De opdracht bestaat in een intensief optreden binnen het gezin of de familiale leefomgeving van de jongere die de mogelijkheid biedt om de opvoedings- en zorgvoorwaarden van de kinderen bedoeld bij artikel 2, § 2, 3°, te verbeteren wanneer deze in het gedrang worden gebracht door de gedragingen van de ouders of de personen die in rechte of in feite voor de huisvesting van het kind zorgen.

Het optreden houdt rekening met het geheel van de familiale probleemstelling in aanmerking en heeft tot doel het volgende aan te bieden :

- een alternatieve oplossing voor de plaatsingen met inaanmerkingneming van de toestand van nalatigheid of mishandeling ten opzichte van het kind;

- een overname wanneer geen andere dienst in staat is om aangepaste hulp te verlenen;

- een dringende opvang, desgevallend.

§ 2. De dienst zorgt gelijktijdig voor zes opvangsituaties minimum waarvan minstens één voorbehouden wordt voor een opvang betreffende een dringende toestand.

De beslissingsinstantie kent één mandaat per jongere toe.

§ 3. De duur van de opvang is drie maanden, één keer vernieuwbaar, behoudens voor de mandaten betreffende dringende toestanden waarvan de duur beperkt is tot veertien dagen zonder mogelijkheid van vernieuwing.

§ 4. Het mandaat verantwoordt de intensiteit van het optreden dat minstens vijf uur per week, en minimum drie uur per week bedraagt gedurende de laatste maand van het optreden. Wanneer de dienst een mandaat krijgt voor meerdere kinderen die dezelfde woonplaats hebben, dient de intensiteit van het optreden op het gezin betrekking te hebben en niet per jongere te geschieden.

§ 5. Voor de mandaten van drie maanden, die één maal vernieuwbaar zijn, stuurt de dienst maandelijks een verslag aan de beslissingsinstantie toe. Een eindverslag wordt ten laatste de werkdag vòòr het einde van het mandaat toegezonden.

Voor de mandaten van veertien dagen zendt de dienst aan de beslissingsinstantie een verslag minimum vier uur vòòr het einde van de opvang aan de mandaatverlenende overheid.

**Art. 15.** § 1. De provisionele jaarlijkse subsidie om personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen :

a) voor 12 situaties. De provisionele toelage verschilt in functie van het feit dat de opdracht dan wel of niet door een antenne van de dienst wordt ingericht. Een erkende antenne van een dienst bestaat in een gedecentraliseerde eenheid.

Indien de opdracht door een antenne ingericht wordt :

- 1 houder van een master (of licentiaat) of 1 pedagogisch directeur barema A;

- 3 maatschappelijke assistenten of maatschappelijke assistenten in strafinrichtingen of assistenten in de psychologie of opvoeders waaronder maximum één houder is van een diploma kinderverzorging;

- 0,5 opsteller.

Indien de opdracht niet door een antenne ingericht wordt :

- 1 houder van een master (of licentiaat);
- 3 maatschappelijke assistenten of maatschappelijke assistenten in strafinrichtingen of assistenten in de psychologie of opvoeders waaronder maximum één houder is van een diploma kinderverzorging met de mogelijkheid om een hoofdopvoeder aan te wijzen;

- 0,25 opsteller.

b) voor 6 situaties :

- 0,5 houder van een master (of licentiaat);
- 1,5 maatschappelijke assistenten of maatschappelijke assistenten in strafinrichtingen of assistenten in de psychologie of opvoeders waaronder maximum één houder is van een diploma kinderverzorging.

§ 2. De provisionele jaarlijkse subsidie om werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit bedoeld bij artikel 9, § 1 wordt aan de dienst toegekend naar rata van 1.617 euro, indexeerbaar, per bedoelde situatie.

### TITEL III. — *Algemene financiële bepalingen*

**Art. 16.** Voor de verantwoording van de provisionele jaarlijkse subsidie van de dienst, worden enkel in aanmerking genomen de volgende ambten in de categorieën van personeel opgenomen in de bijlage 3 van het besluit bedoeld bij artikel 9, 1 :

A. Opvoedend personeel : alle ambten;

B. Psycho-sociaal personeel : maatschappelijke assistenten of maatschappelijke assistenten in strafinrichtingen of assistent in de psychologie of masters of licentiaten die één van de licenties vermeld in de voornoemde bijlage 3 hebben, met uitzondering van de licentie in de rechten;

C. Administratief personeel : alle administratieve ambten;

D. Directiepersoneel : directeur met een barema A of coördinator barema A of pedagogisch directeur barema A;

Technisch personeel : technisch personeel.

### TITEL IV. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 17.** § 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor de opvang en opvoedkundige hulpverlening, wordt opgeheven.

De op de datum van inwerkingtreding van dit besluit en op basis van het voornoemde besluit erkende en gesubsidieerde diensten behouden de erin bepaalde normen, met de volgende wijziging :

a) de capaciteit voor de diensten van 12 tot 17 situaties wordt met één eenheid vermeerderd;

b) de capaciteit voor de diensten erkend voor 18 situaties en meer wordt met twee eenheden vermeerderd.

§ 2. De diensten waarvan de capaciteit lager is dan 12 situaties op 1 januari 2012 behouden het kader voortkomend uit de toepassing van de normen bedoeld bij artikel 17, § 1 en van artikel 44ter van het besluit bedoeld bij artikel 9, § 1, onverminderd, desgevallend, de betrekking van bijkomende halftijdse opvoeder (klasse 1) en de gepaard gaande vermeerdering van de werkingssubsidie bedoeld bij artikel 9, § 3.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

**Art. 19.** De minister bevoegd voor de hulpverlening aan de jeugd, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 oktober 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTBROECK.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2013/29582]

**10 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, notamment l'article 4;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles Capitale créant une entité commune pour les Relations internationales de Wallonie-Bruxelles;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 mai 2013;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 6 juin 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 juin 2013;